Déclaration de Mame Astou Diouf à l’issue d’une mission du FMI au Burundi

FMI,Â 7 octobre 2023 Les services du FMI achÃ¨vent leur visite au Burundi CommuniquÃ© de presse nÂ°23/337 Les communiquÃ©s de presse de fin de mission contiennent des dÃ©clarations des Ã©quipes des services du FMI qui rendent compte de leurs conclusions prÃ©liminaires Ã lâ€™issue de leur visite dans un pays. Les avis exprimÃ©s dans la prÃ©sente dÃ©claration sont ceux des services du FMI et ne correspondent pas nÃ©cessairement Ã ceux du conseil dâ€™administration. Ï Lâ€™Ã©conomie burundaise continue de croÃ®tre ; cependant, le dynamisme Ã©conomique est entravÃ© par des chocs et divers dÃ©fis, notamment des pÃ©nuries de carburant, une faible disponibilitÃ© de devises pour les importations et une persistance de pressions inflationnistes. La dÃ©prÃ©ciation de 38 % du taux de change nominal effectuÃ©e par la banque centrale le 4 mai 2023 a permis de rÃ©duire la prime sur le marchÃ© des changes parallÃ¨le. Cette derniÃ¨re a toutefois augmentÃ© depuis lors. Ï L'agenda de rÃ©formes du Burundi vise Ã favoriser la reprise Ã©conomique aprÃ¨s les chocs que lâ€™Ã©conomie a subis derniÃ¨rement, Ã rÃ©tablir la viabilitÃ© extÃ©rieure et Ã renforcer la viabilitÃ© de la dette, tout en crÃ lâ€™espace budgÃ©taire pour permettre une croissance soutenue et inclusive. Ï Au-delÃ dâ€™un Ã©quilibre de mesures macroÃ©conomiques soigneusement calibrÃ©, il sera primordial pour le Burundi dâ€™entreprendre des rÃ©formes visant Ã favoriser la croissance et Ã renforcer la gouvernance tout en restant attentif aux facteurs de vulnÃ©rabilitÃ© du secteur financier. Bujumbura, le 5 octobre 2023 - Une Ã©quipe du Fonds monÃ©taire international (FMI) dirigÃ©e par Mme Mame Astou Diouf, cheffe de mission pour le Burundi, a sÃ©journÃ© Ã Bujumbura du 25 au 29 septembre 2023 et a menÃ© du 2 au 4 octobre des discussions virtuelles avec les autoritÃ©s burundaises sur les Ã©volutions macroÃ©conomiques rÃ©centes et les avancÃ©es vers les objectifs du nouvel accord au titre de laÂ facilitÃ© Ã©largie de crÃ©dit (FEC). Ã€ lâ€™issue de la mission, Diouf a fait la dÃ©claration suivante : Â« Le 17 juillet 2023, le conseil dâ€™administration du Fonds monÃ©taire international (FMI) a approuvÃ© un accord dâ€™une durÃ©e de 38 mois au titre de laÂ facilitÃ© Ã©largie de crÃ©dit (FEC)Â ouvrant un acc 200,2 millions de DTS (soit environ 261,7 millions de dollars, reprÃ©sentant 130 % de la quote-part du Burundi). Â« Les entretiens menÃ©s au cours de la mission ont portÃ© sur les rÃ©centes Ã©volutions macroÃ©conomiques et les mesures mise en Å“uvre par les pouvoirs publics, les avancÃ©es dans la mise en Å“uvre de lâ€™agenda de rÃ©formes du programme FEC, a que sur les perspectives macroÃ©conomiques et les actions planifiÃ©es Ã court terme. Â« La croissance Ã©conomique devrai sâ€™accÃ©lÃ©rer en 2023 par rapport Ã 2022 (1,8 %), sous lâ€™impulsion des secteurs secondaire et tertiaire, indiquant que l'Ã©conomie burundaise continue Ã se redresser. Toutefois, cette croissance est ralentie par des chocs. En effet, les effets nÃ©fastes de lâ€™arrivÃ©e tardive des pluies de la fin de lâ€™annÃ©e 2022 se sont rÃ©percutÃ©s sur les rÃ©coltes de 2023. commerce et la distribution de produits agricoles Ã lâ€™intÃ©rieur du pays ont Ã©tÃ© entravÃ©s par des pÃ©nuries de carbura causÃ©es par une disponibilitÃ© limitÃ©e de devises pour fins dâ€™importations, les cours dâ€™importations Ã©levÃ©s de ca des problÃ¨mes dâ€™approvisionnement. Les hausses de prix Ã la pompe effectuÃ©es en juillet et en septembre 2023 et celles de volume importÃ© de carburant ont permis dâ€™Ã©tablir des prix Ã la hauteur des coÃ»ts de revient du carburant et de pallie les pÃ©nuries. Â« Les pressions sur les prix se sont poursuivies, tirÃ©es par les prix des produits alimentaires. Lâ€™inflation moyenne sâ€™est Ã©tablie autour de 29 % sur la pÃ©riode de janvier Ã aoÃ»t 2023, malgrÃ© un lÃ©ger ralentissement entre juillet. Les effets bÃ©nÃ©fiques de la nouvelle rÃ©colte agricole sur les prix ont Ã©tÃ© contrebalancÃ©s par les prix Ã©levÃ©s importations dus Ã la guerre en Ukraine et Ã des facteurs intÃ©rieurs. Â« La viabilitÃ© extÃ©rieure demeure un dÃ©fi urgent. dÃ©ficit de la balance des transactions courantes devrait s'Ã©largir en 2023 (15,6 % du PIB en 2022). Les rÃ©serves en devises ont continuÃ© Ã diminuer, s'Ã©tablissant Ã 59,7 millions de dollars (environ 0,5 mois dâ€™importations) en mi-septem (contre 1,3 mois dâ€™importations Ã la fin mars 2023), en raison de la facture des importations et du report des exportations dâ€™or. Le dÃ©ficit a Ã©tÃ© amenui par une hausse des transferts de fonds privÃ©s et le premier dÃ©caissement du FMI au ti la FEC. Â« La dÃ©prÃ©ciation de 38 % du taux de change nominal effectuÃ©e par la banque centrale le 4 mai 2023 a temporairement rÃ©duit la prime sur le marchÃ© des changes parallÃ¨le. Toutefois, alors que cette prime Ã©tait dâ€™environ 4 % le 4 mai, elle a augmentÃ© depuis (Ã environ 57.4 % Ã fin septembre). Le secteur financier fait preuve de rÃ©silience. Â« Dans le cadre de lâ€™arrangement au titre de la FEC, les autoritÃ©s burundaises se sont engagÃ©es Ã mettre en Å“uvre un programme Ã©largi de rÃ©formes macroÃ©conomiques visant Ã relever les principaux dÃ©fis. Y inclus : Ï Â«Â Relancer la consolidation budgÃ©taire, de faÃ§on compatible avec une croissance Ã©conomique, pour favoriser la viabilitÃ© de la dette tout en protÃ©geant les populations vulnÃ©rables.Â Selon les estimations prÃ©liminaires, le dÃ©ficit budgÃ©taire sâ€™est considÃ©rablement creusÃ© au cours de lâ€™exercice 2022/23 (juin-juillet) par rapport Ã lâ€™exercice 2021/22 (7 % du PIB), essentiellement sous lâ€™effet des salaires, des subventions et d'une accÃ©lÃ©ration des investissements. Un retour Ã la consolidation budgÃ©taire est prÃ©vu dans le cadre du programme FEC Ã partir de lâ€™exercice 2023/24, grÃ¢ce Ã des mes dâ€™accroissement des recettes et de restreinte de dÃ©penses courantes, tout en prÃ©servant les dÃ©penses sociales et lâ€™investissement public efficient. La dette publique devrait diminuer Ã moyen terme. Ï Â« RÃ©Ã©quilibrer la position extÃ©ri et ralentir le financement monÃ©taire.Â La banque centrale sâ€™est engagÃ©e Ã recalibrer les politiques monÃ©taire et extÃ© afin de reconstituer les rÃ©serves de change et dâ€™amÃ©liorer lâ€™efficacitÃ© du marchÃ© des changes. Ces mesures de rÃ©Ã©quilibrage consistent essentiellement Ã libÃ©raliser le marchÃ© des changes, Ã resserrer la politique monÃ©taire et Ã le financement monÃ©taire du budget. Elles contribueront Ã endiguer les pressions inflationnistes. Ï Â« Les rÃ©formes de la gouvernance et les rÃ©formes structurellespourvoiront un environnement des affaires favorable Ã une croissance tirÃ©e par le secteur privÃ©, riche en emplois et inclusive. Â« Le FMI reste dÃ©terminÃ© Ã soutenir les efforts des autoritÃ©s burundaise en vue de rÃ©duire les dÃ©sÃ©quilibres extÃ©rieurs, maÃ®triser lâ€™inflation, prÃ©server la viabilitÃ© de la dette, favoriser la gouvernance et promouvoir une croissance durable et inclusive. Â« La mission a rencontrÃ© S.E. le Premier ministre Gervais Ndirakobuca ; S.E. Audace Niyonzima, ministre des Finances, du Budget et de la Planification Ã©conomique (MFBPE) ; M. DieudonnÃ© Murengerantwari, gouverneur de la Banque de la RÃ©publique du Burundi (BRB) ; et MÂ meÂ Francine Inarukundo, secrÃ©taire permanente du MFBPE. La mission a Ã©galement rencontrÃ© dâ€™autres respons des administrations publiques et de la BRB, ainsi que des reprÃ©sentants des banques commerciales, du secteur privÃ©, de la sociÃ©tÃ© civile et des bailleurs de fonds. Â« La mission tient Ã saisir cette occasion pour remercier chaleureusement

les autoritÃ©s burundaises de leur hospitalitÃ© et de leur coopÃ©ration, ainsi que des entretiens ouverts et constructifs qui ont eu lieu Â».